



Bruxelles, le 15 juin 2009

Object : Conseil européen des 18 et 19 juin.

Adressé aux : Premiers ministres et Chefs d'Etats de l'Union Européenne

Madame le Premier Ministre,

Monsieur le Premier Ministre,

Les 11 et 13 juin, EAPN a **tenu sa vingtième Assemblée générale à Vienne**, en présence de plus de 200 membres, sur fond de crise financière, économique et sociale et au lendemain des élections européennes. Dans sa Déclaration finale, l'Assemblée générale d'EAPN souligne que l'UE doit reconnaître l'échec de l'actuelle stratégie européenne « de croissance, d'emploi et de libéralisation du marché », incapable de défendre et de développer une Europe sociale - un constat déjà valable avant la crise – et incapable de réduire les niveaux de pauvreté et d'exclusion sociale, en dépit des engagements pris en 2000. Cette Déclaration constate aussi « *la faible participation aux élections européennes, signe du désengagement des citoyens par rapport au projet européen, alors que la percée des partis extrémistes/xénophobes et anti-européens est particulièrement inquiétante.* Les délégués d'EAPN soulignent que l'UE doit prouver **sa pertinence et sa capacité à contribuer à la réalisation, au plus vite, d'une société plus juste, plus inclusive, refusant toute forme de racisme.** Nous souhaitons que cela se reflète tant dans les réponses immédiates à apporter à la crise, que dans une vision et une stratégie à plus long terme pour l'après-2010.

Capitaliser sur les mesures pour l'emploi et mener une étude d'incidence sociale.

L'agenda du Conseil européen de juin se concentre principalement sur les propositions de réponses à la crise actuelle. Tout en saluant le grand nombre de propositions de la Commission favorables à un cadre européen pour une meilleure réglementation financière et à la défense de l'emploi, EAPN s'étonne de l'absence de discussions sur l'impact social plus large sur les personnes qui vivent déjà en situation de pauvreté, sur les travailleurs piégés dans des emplois mal rémunérés et précaires, ou sur ceux et celles exclus du marché du travail. EAPN s'étonne aussi de l'absence de discussion sur la manière de mettre un terme à la multiplication des attaques racistes et discriminatoires à l'encontre des migrants et des minorités ethniques, dont les Roms. Cette analyse pourrait s'inspirer de l'évaluation réalisée par le Comité de la protection sociale et prévoir une série d'actions pour contrer l'impact négatif de la crise sur certains groupes qui en deviennent les boucs émissaires : les travailleurs précaires ou mal rémunérés, ceux et celles qui sont piégés dans le cycle vicieux de l'endettement, les personnes menacées de sans-abrisme ou d'exclusion du logement. Force est également d'analyser l'impact de la crise sur le financement et sur l'offre de services sociaux et autres. **EAPN demande la tenue, dans l'urgence, d'un Sommet sur l'impact social de la crise, qui associerait l'ensemble des parties prenantes.**

Plus que des mots, des actions pour l'inclusion active.

Le Conseil mettra spécifiquement l'accent sur la Communication de la Commission "Un engagement commun en faveur de l'emploi". Si EAPN salue la référence explicite à la Recommandation de la Commission sur l'Inclusion active (promouvoir des approches intégrées pour soutenir les personnes exclues du marché du travail), qui souligne l'importance d'une garantie de revenu adéquat pour une vie dans la dignité, nous regrettons l'absence de la moindre recommandation d'action. Les Conclusions du Conseil de l'EPSCO "*ont souligné l'importance cruciale des mécanismes de sécurité sociale pour atténuer l'impact de la crise,*" alors que plusieurs délégués appelaient à un renforcement de la composante « sécurité » de la flexicurité. EAPN demande donc aux dirigeants

européens de formuler des recommandations spécifiques en vue d'un plan d'action sur l'inclusion active, pour mettre en œuvre des approches intégrées au niveau national, en renforçant notamment les mesures sur le revenu adéquat, la sécurité et la protection sociales.

Construire une nouvelle vision pour l'après-2010, tirant les leçons de la crise.

Des solutions à court terme à la crise ne suffiront pas à contrer la recrudescence du chômage, la crise sociale et le manque de crédibilité dont souffre l'UE. Le moment est venu d'opérer des changements politiques qui auront un réel impact sur la lutte contre les inégalités croissantes et contre la pauvreté et qui jetteront les bases d'une Europe désireuse de faire des aspirations contenues dans l'article 2 du Traité de Lisbonne une réalité : *"L'Union (...) combat l'exclusion sociale et les discriminations et promeut la justice et la protection sociales, l'égalité entre les hommes et les femmes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant. Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale et la solidarité entre les Etats membres"*. **EAPN lance un appel en faveur d'une nouvelle vision pour l'UE et d'une nouvelle stratégie pour l'après-2010**, capable de garantir à chacun un accès véritable à ses droits et à la dignité, de jeter les bases d'une économie au service des populations et de l'intérêt public, par la promotion de la mobilisation et de la participation de tous, en solidarité avec toutes les luttes dans le monde contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Un véritable débat entre toutes les parties prenantes sur une stratégie sociale et durable pour l'après-2010

On ne peut permettre que la réponse à la crise dicte tous les termes de la stratégie pour l'après-2010. Nous souhaitons un véritable débat entre l'ensemble des parties prenantes afin d'analyser les faiblesses du modèle et de la stratégie actuels, tout en transformant les solutions immédiates en une vision viable, sociale et durable d'une UE suscitant la confiance. Ainsi et seulement ainsi la population et les organisations du terrain reprendront-elles confiance dans le projet européen. EAPN a élaboré une série de propositions afin d'alimenter les débats, sur base des discussions menées tout au long de l'année dernière avec ses membres. Vous trouverez, en annexe, un résumé et le texte complet de ces propositions. Nous souhaitons demander aux dirigeants européens de prendre en considération nos propositions et d'initier activement ce débat avec l'ensemble des parties prenantes, afin d'élaborer ensemble une stratégie pour l'après-2010, capable de rapprocher les peuples et l'UE.

Propositions d'EAPN : une nouvelle vision pour une UE suscitant la confiance

- Privilégier les gens et la planète plutôt que le profit.
- Mettre l'économie au service du développement social et durable.
- Reconnaître que la lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale et que la défense des droits fondamentaux, est un défi prioritaire et une condition préalable au progrès (au niveau européen comme au niveau mondial).

1. Une nouvelle stratégie sociale et durable pour l'après-2010 qui considère les avancées en matière de pauvreté et d'inégalités comme une condition préalable

- Faire de l'application de la Charte européenne des droits fondamentaux, de la réalisation des objectifs de Développement du Millénaire et de la réduction de la pauvreté (dans l'UE et au niveau mondial), des conditions préalables à tout progrès après 2010.
- Fixer de nouveaux objectifs, donnant priorité à la cohésion sociale et à la défense des droits fondamentaux, à la réalisation d'une architecture équilibrée (économie, emploi, environnement et domaine social) visant la consolidation du rôle des stratégies européennes de protection sociale (pensions, soins de santé et soins de longue durée) et d'inclusion sociale.
- Développer des outils plus efficaces de mise en oeuvre, y compris des objectifs chiffrés européens et nationaux en matière de pauvreté et d'exclusion, de sans-abrisme, etc... de nouveaux indicateurs multiples pour évaluer les progrès accomplis au-delà du PIB et une utilisation effective des budgets européens, notamment des Fonds structurels, pour réaliser l'inclusion sociale.
- Prendre l'engagement d'éviter tout *dumping social* pour plus de compétitivité dans l'économie mondiale. Les droits du travail, les normes de protection sociales et les systèmes de taxation progressifs devraient être protégés et étendus.

2. Un Pacte social – en faveur des droits et de la solidarité, qui :

- S'attaquera aux causes de la pauvreté en réduisant les inégalités et en assurant une distribution plus juste des richesses.
- Transformera la protection sociale en tremplin : en garantissant un revenu adéquat, des mécanismes de sécurité sociale universels et l'accès à des services sociaux de qualité.
- Créera des passerelles vers l'inclusion : en faisant d'une approche intégrée de l'inclusion active une réalité.
- Garantira un accès pour tous à une formation continue et qualifiante tout au long de la vie.
- Harmonisera le droit du travail et les systèmes de protection sociale avec les nouvelles formes d'emploi qui visent l'intégration des personnes en difficulté dans le marché du travail.
- Créera de nouveaux emplois pour de nouveaux besoins : en investissant dans des emplois sociaux / verts de qualité et dans l'économie sociale.
- S'attaquera aux discriminations et promouvra la diversité.
- Promouvra la justice sociale et l'équité dans le monde.

3. Un partenariat dynamique pour le changement, qui :

- Mettra en œuvre une gouvernance participative et effective, qui associera les personnes en situation de pauvreté et les ONG, à tous les niveaux et toutes les étapes du cycle de l'élaboration de politiques, à travers un dialogue civil effectif.
- Garantira le soutien financier et autre des ONG en leur qualité d'agents d'autonomisation des personnes en situation de pauvreté, et de fournisseurs de services.

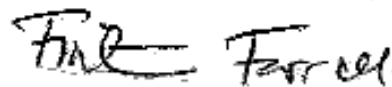
Nous espérons que le Sommet de juin sera l'occasion de tirer les enseignements de la crise et des élections européennes et de planifier la promotion active d'un large débat entre parties prenantes, associant les personnes en situation de pauvreté et les ONG qui les soutiennent, sur les mécanismes de réalisation d'une Europe plus sociale et plus durable – une UE en laquelle nous pourrions avoir confiance !

Nous espérons que vous entendrez nos messages et que nous pourrions poursuivre le débat sur ces différentes questions.

Sincères salutations,



Ludo Horemans
Président



Fintan Farrell
Directeur

Fintan Farrell
cc
Mr Barroso, Président, Commission européenne,
Mr Spidla, Commissaire en charge de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Egalité